

Face à la crise

LES CHIFFRES

- **1,4 Mds €** : c'est le montant des intérêts que les banques verseront à l'Etat en 2009 et qui seront réinvestis dans les mesures sociales.
- **+ 17 Mds €** : c'est la progression des dépenses de protection sociale en 2009 qui s'ajoute aux 550 Mds € mobilisés chaque année.
- **2010** : c'est l'année où la taxe professionnelle sera supprimée sur les investissements productifs.

L'ESSENTIEL

- Une semaine après la mobilisation sociale du 29 janvier, Nicolas SARKOZY s'est adressé aux Français **pour leur dire la vérité sur la crise, expliquer les mesures déjà prises par le Gouvernement, et répondre à leurs inquiétudes et à leurs attentes.**
- Le Président de la République a annoncé qu'il irait plus loin dans les mesures sociales. Il a fait des propositions concrètes qui seront débattues dès le 18 février avec les partenaires sociaux. Avec un objectif clair : **mieux protéger les classes moyennes et les Français les plus fragiles.**
- **Pour créer des emplois et garder nos usines en France**, Nicolas SARKOZY a annoncé la suppression de la taxe professionnelle sur les investissements productifs dès 2010.
- Notre réponse à la crise, **c'est une mobilisation totale pour l'emploi, en faveur des salariés.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A-T-IL ENTENDU L'INQUIETUDE DES FRANÇAIS ?

- Parce que nous sommes face à la crise du siècle, **il est tout à fait normal que les Français expriment leurs inquiétudes et leurs attentes.** Le Président de la République et le Gouvernement les entendent, les comprennent et en tiennent compte.
- Pour y répondre et lever les incompréhensions, **le Président de la République a choisi, depuis le début de cette crise, de dire la vérité aux Français. Si l'Etat a mobilisé 360 Mds € pour sauver les banques, c'est pour sauver l'épargne des Français.** Cet argent est prêté par l'Etat aux banques en leur facturant ce service : plus l'Etat prête aux banques et plus cet argent lui rapporte. **Ce sont ainsi 1,4 Md € d'intérêts qui vont être perçus.**
- Dans un souci de justice sociale, Nicolas SARKOZY a souhaité que **cette somme de 1,4 Md € soit intégralement utilisée pour financer des mesures sociales.**

QUELLES SONT LES PISTES POUR DE NOUVELLES MESURES SOCIALES ?

- Comparée aux autres pays, **la protection sociale en France est généreuse** : elle représente 550 Mds d'€ chaque année. Cette année, nous y ajoutons **17 Mds d'€ supplémentaires pour protéger les plus fragiles.**
- Le Président de la République rencontrera l'ensemble des partenaires sociaux le 18 février pour débattre des mesures à prendre. Il a d'ores et déjà évoqué plusieurs pistes audacieuses :
 - **Mieux indemniser le chômage partiel** : Les partenaires sociaux se sont mis d'accord à la demande du Gouvernement pour que l'indemnisation du chômage partiel passe de 50 à 60%. Le Président de la République souhaite aller au-delà. Mieux vaut l'activité partielle que le chômage total.
 - **Mieux protéger les personnes en fin de CDD et les jeunes chômeurs.**
 - **Aider les classes moyennes et les familles** en supprimant par exemple la première tranche de l'impôt sur le revenu, en augmentant les allocations familiales ou avec un chèque emploi service payé par l'Etat pour les personnes âgées qui vivent seules ou les mères de familles seules.
 - **Mieux partager les richesses créées par les entreprises** en les répartissant entre les salariés, les actionnaires et les investissements de l'entreprise.

ET POURQUOI PAS AUGMENTER LE SMIC OU BAISSER LA TVA ?

- **Donner des coups de pouce au SMIC comme on le fait depuis des années, c'est une proposition démagogique qui n'a jamais résolu le problème du chômage, ni celui de la pauvreté.** Et comme il y a 17 % des gens qui sont au SMIC, cela ne changerait rien pour 83 % des Français.
- **Ce n'est pas non plus parce qu'on baisse la TVA que la consommation repart automatiquement.** En Angleterre, on a eu beau baisser la TVA de 2 points, la consommation continue de baisser. Parce que quand on a peur de l'avenir et peur pour son emploi, on préfère épargner que consommer.

FAUT-IL FAIRE PLUS POUR NOS ENTREPRISES ET POUR L'EMPLOI ?

- **L'emploi, c'est la priorité de notre plan de relance.** Nous avons fait **le choix de l'investissement**, parce que l'investissement donne du travail aux entreprises et crée des emplois. Avec la crise, les carnets de commandes diminuaient, le Gouvernement a donc mobilisé tous les investissements prévus depuis des années pour **donner dès maintenant du travail aux entreprises** (construction de 4 lignes TGV, aménagement du canal Seine-Nord, construction d'un 2^{ème} EPR ...).
- **Pour protéger l'emploi, il faut aussi que la France garde son industrie et notamment son industrie automobile qui pèse près de 10% des emplois.** Mais on ne peut pas demander aux industriels de continuer à produire en France, de ne pas délocaliser, et en même temps leur laisser des charges et des contraintes qui les étouffent. Entre une voiture produite en France et une voiture produite en Europe de l'Est, il y a 1 000 euros de différence dont un tiers correspond à **la taxe professionnelle, impôt qui n'existe nulle part en Europe.** C'est pourquoi Nicolas SARKOZY a décidé de **supprimer la taxe professionnelle sur les investissements productifs.** Pour compenser cette suppression, plusieurs pistes sont envisagées comme la mise en place d'une taxe carbone.

QUELLES CONTREPARTIES AU SOUTIEN DE L'ETAT ?

- Face à cette crise sans précédent, **l'Etat prend ses responsabilités en aidant les secteurs les plus en difficulté.** Si le système bancaire défaillait, si le secteur automobile s'effondrait, ce sont les Français qui en subiraient en premier les conséquences.
- Nicolas SARKOZY a été clair dès le début : **en échange de cette aide, le Gouvernement exigera des contreparties fortes, car c'est l'argent public qui est en jeu.** C'est pourquoi nous demanderons aux constructeurs automobiles des engagements forts sur le maintien des sites de production en France et sur la relocalisation des usines. Les licenciements et les dividendes seront aussi au centre des discussions.
- Parce que l'Etat a mobilisé 360 Mds € pour sauver les banques, **nous sommes en droit d'exiger de leur part des contreparties claires aussi bien économiques** (augmentation du crédit à l'économie de 3 à 4% en 2009) **qu'éthiques**, notamment en termes de rémunérations. Nous avons également obtenu des dirigeants des banques qu'ils renoncent entièrement à la part variable de leur rémunération. Pour s'assurer que les contreparties de l'aide publique soient bien respectées, **Nicolas SARKOZY a chargé le Président de la Cour des comptes, Philippe SEGUIN, de conduire des enquêtes sur la bonne utilisation des fonds accordés aux banques.**

LE PLAN DE RELANCE VA-T-IL CREUSER LES DEFICITS ?

- La relance par l'investissement endette la France, mais en face de cette dette, il y a des actifs, des infrastructures. Au contraire, la relance par la consommation, c'est de l'argent public qui part en fumée. Nicolas SARKOZY a été clair : **il est hors de question de creuser les déficits et de laisser des dettes à nos enfants sans qu'en face on produise de la richesse.** C'est pourquoi nous n'engagerons pas de dépenses publiques supplémentaires et nous maintiendrons la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.
- Il faut que la France sorte de la logique systématique du toujours plus de dépenses. **Notre fil rouge, ce n'est pas dépenser toujours plus, mais dépenser mieux.** Il faut donc garder le cap des réformes.

COMMENT TIRER LES LECONS DE CETTE CRISE ?

- **La coordination européenne est indispensable** pour éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets. Samedi 22 février, les 6 pays européens membres du G20 se réuniront pour adopter une **position commune, en préparation du G20 du 2 avril à Londres, pour moraliser le capitalisme :**
 - La régulation de tous les acteurs financiers y compris les hedge funds ;
 - L'amélioration de la transparence des marchés de produits dérivés ;
 - La transparence des paradis fiscaux ;
 - La surveillance des agences de notation au niveau européen ;
 - La révision des pratiques de rémunération des traders pour éviter des prises de risque excessives ;
 - Le rôle des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale.

Luc CHATEL

Retrouvez l'ensemble des Clés actu sur le site : www.porte-parole.gouv.fr